

Myriam Catusse*

L'État au péril des sociétés du Moyen-Orient?

Dans l'introduction de son ouvrage récent, P.-J. Luizard appelle à un «retour sur l'histoire»¹ pour comprendre les bouleversements que connaît le Moyen-Orient depuis 2011 au moins², car ce «qui se déroule sous nos yeux (est un) effet direct d'un retour brutal – et pourtant prévisible – de l'histoire»³. De fait, semble s'exprimer un «besoin d'histoire»⁴, tant parmi les analystes dont le désir de faire un bilan critique de l'historiographie de la région s'exprime depuis plus d'une décennie, qu'auprès des populations insurgées, quels que soient les rangs dans lesquels ils combattent d'ailleurs. «Alors que la révolution affirme vouloir rompre avec le passé, l'histoire plus que jamais s'invite à sa table», relèvent non sans ironie les responsables de ce beau volume de «L'Année du Maghreb» consacré en 2013 au renouveau de l'historiographie du Maghreb⁵. Et, dans une région en ébullition, certains des acteurs et groupes qui se concurrencent sur les champs

* Institut Français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth), CNRS/MAEDI, USR 3135/UMIFRE6.

¹ P.-J. LUIZARD, *Le Piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'histoire*, La Découverte, Paris 2015, p. 11.

² On retrouve la même analyse au sujet de l'Irak dans M. BENRAAD, *Irak, la revanche de l'histoire. De l'occupation étrangère à l'État islamique*, Vendémiaire, Paris 2015.

³ LUIZARD, *Le Piège Daech*, cit., p. 11.

⁴ *Besoin d'Histoire*, dossier de «L'Année du Maghreb. 2014», 10, 2014.

⁵ I. GRANGAUD, A. MESSAOUDI et M. OUALDI, *Histoire en révolution: besoins, revendications, narrations*, in «L'Année du Maghreb. 2014», 10, 2014, p. 10.

de bataille armés ou politiques évoquent eux-mêmes, dans des entreprises de revivalisme politique, religieux ou identitaire, leur volonté de revenir aux ancêtres (*salaf*) et leur dogme, à l'ordre califal, d'effacer les frontières tracées par l'entreprise coloniale – à commencer par celles que dessinait l'accord Sykes-Picot –, ou encore de «sauver la nation de l'histoire» et pas seulement «l'histoire de la nation»⁶... Au «temps 'arrêté' de la dictature, objectif et froid»⁷ ou à «l'idéologisation du discours historique»⁸ arc-bouté sur l'entreprise de décolonisation et la narration nationaliste⁹ avec ses dénis¹⁰, ses anachronismes, omissions ou inexactitudes, répondrait l'élan révolutionnaire, celui de subalternes peu entendus, de sociétés dont certains avaient imprudemment pu penser qu'elles s'étaient endormies sous le joug dictatorial¹¹, une histoire «par en bas», revancharde et polyglotte.

Du point de vue de la recherche, cela ne va pas sans faire écho avec l'«*Ottoman turn*» effectué par l'historiographie des provinces arabes de l'Empire, à la fin des années 1990¹², qui libéra notamment l'histoire du carcan de la question de l'État-nation et conduisit à s'intéresser aux modernités multiples (y compris dans le cas du tout récent «néo-ottomanisme yéménite»)¹³, à provincialiser l'Europe (et, en creux à historiciser

⁶ Je reprends ici la stimulante introduction du numéro de «Naqd» par N. EL-AMARA, C. RAYMOND et J. SFEIR, consacré en 2014 aux Écritures historiennes du Maghreb et du *Machreq*, citant P. DUARA, *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Moderne China?*, Chicago University Press, Chicago 1995.

⁷ L. DAKHLI, *L'Ordre des choses et le sens de l'histoire: La Tunisie après la révolution de 2010-2011*, in «REMMM», n. 138, déc. 2015, p. 150.

⁸ É. MÉTÉNIER, *L'historiographie irakienne contemporaine est-elle réductible à un simple discours idéologique?*, in G. KHOURY et N. MÉOUCHY (dir.), *États et sociétés de l'Orient arabe. En quête d'avenir. 1945-2005*, vol. 1, Geuthner, Paris 2006, p. 264. Voir aussi: J. TEJEL *et al.* (dir.), *Writing the History of Iraq: Historiographical and Political Challenges*, World Scientific Press, Singapore 2012.

⁹ Sur la Syrie, voir notamment U. FREITAG, *In search of "Historical Correctness": the Ba'th Party in Syria*, in «Middle Eastern Studies», vol. 35, January 1999, pp. 1-16 et sa thèse *Geschichtsschreibung in Syrien 1920-1990*, Deutsches Orient Institut, Hambourg 2001.

¹⁰ T. DODGE, *Inventing Iraq: The Failure of Nation Building and a History Denied*, Columbia University Press, New York 2003.

¹¹ Pour une critique de cela: M. CATUSSE, *Le limon d'une question sociale, à contre-courant des révolutions arabes? Comment circulent les paradigmes au nord et au sud du Sahara*, in «RIPC», vol. 20, n. 2, 2013, pp. 81-100.

¹² G. ALLEAUME, *Un "Ottoman turn"? L'historiographie des provinces arabes de l'Empire Ottoman*, in E. KIENLE (dir.), *Les Sciences sociales en voyage*, Karthala, Paris 2010, pp. 23-39.

¹³ J. HONVAULT, *La fin des années 2000: le tournant ottoman de l'historiographie yéménite*, in L. BONNEFOY, F. MERMIER et M. POIRIER (dir.), *Yémen. Le Tournant révolutionnaire*, Karthala, Paris 2012, pp. 275-278.

la «dynamique de l'Occident»), et à prêter attention aux histoires locales¹⁴. Mais ce qu'on a pu décrire comme des «remontées d'histoire» en référence à l'historien D. Chevallier¹⁵, et notamment le dossier non-classé des effets du 'grand jeu' colonial sur les décombres de l'Empire ottoman, pose néanmoins plusieurs types de questions, en particulier quant aux avatars de l'État au Moyen-Orient, et plus particulièrement dans les pays évoqués dans cet ouvrage, dont je propose de discuter certaines dans les lignes qui suivent.

Les histoires variées des relations de l'État et de la société

Le sentiment contemporain d'une déglaciation des récits autoritaires sur l'État ou d'une revanche des sociétés sur le processus paradoxal «d'étatisation des sociétés» et de «privatisation des États»¹⁶ peut faire l'objet d'explorations contradictoires du passé, de l'Histoire, de mémoires et de legs. Clairement, l'approche wébérienne de la sociologie des États (et ses déclinaisons éliasiennes ou foucaaldiennes), tout comme les conceptions westphaliennes de l'État sur la scène internationale¹⁷, conduisent à conclure à une déliquescence profonde de l'institution étatique, voire aux «funérailles de l'État-nation»¹⁸. Si cela paraît patent dans les cas syriens, irakiens, libyens ou yéménites contemporains, le débat n'est pas propre aux lendemains des soulèvements de 2011¹⁹, quand bien même il s'y exacerbe. Il ne se limite pas

¹⁴ J.A. REILLY, *Past and Present in Local Histories of the Ottoman Period from Syria and Lebanon*, in «Middle Eastern Studies», vol. 35, n. 1, janv. 1999, pp. 45-65; C. RAYMOND, *L'historiographie du Liban ottoman entre conflits idéologiques et renouveau disciplinaire*, in «Naqd», 2, 2014, pp. 95-120.

¹⁵ Précisément, c'est aux interventions de N. Méouchy sur les crises contemporaines que je fais ici référence.

¹⁶ M. CAMAU, *Introduction*, in M. CAMAU (dir.), *Tunisie au présent: une modernité au-dessus de tout soupçon?*, CNRS Éditions, Paris 1987, pp. 9-49.

¹⁷ Sur l'histoire de la notion et sa réduction progressive à l'idée de «souveraineté», voir C. GANTET, *Le «tournant westphalien». Anatomie d'une construction historiographique*, in «Critique internationale», vol. 9, 2000, pp. 52-58.

¹⁸ B. BADIE et M.C. SMOUTS, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Daloz, Paris 1992.

¹⁹ Outre ce que nous soulignons plus haut de l'historiographie de la région, la sociologie politique questionne également depuis de nombreuses années l'histoire de l'État-nation dans la région: par exemple, L. ANDERSON, *The State in the Middle East and North Africa*, in «Comparative Politics», vol. 20, n. 1, 1987, pp. 1-18; G. LUCIANI (dir.), *The Arab State*, University of California Press, Berkeley 1990; S. ZUBAÏDA, *Islam, the People and the State: Political Ideals and Movements in the Middle East*, I.B. Tauris, London 1993; R. OWEN, *State Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, Routledge,

non plus à ces sociétés du Proche-Orient, quand bien même elles en sont un théâtre d'observation privilégié.

Il faut souligner que ces approches de l'État, «stato-centrées» et considérant l'autonomie de l'État vis-à-vis de sa société – voire de sa nation, nous y reviendrons –, par le truchement de son appareil administratif, de ses fonctions d'extraction des ressources, du contrôle et de la coercition²⁰, sont elles-mêmes largement discutées sur de nombreux terrains, où leur sont proposées des approches alternatives. On a pu leur reprocher de mettre la charrue avant les bœufs²¹, en considérant la société comme un simple terrain d'action de l'État – qui plus est ici, un État «importé»²², «rentier» pour la Libye²³, la Syrie ou l'Irak, ou en récente construction dans le cas du processus d'unification des deux Yémen²⁴, et non pas comme une construction de la société, comme un «effet»²⁵ de rapports de pouvoir, historiquement situé, institué autant qu'instituant²⁶.

Qui plus est, sur nos terrains toujours, aux interrogations des théories de la modernisation sur la constitution d'États modernes en «terre d'Islam»²⁷ dans les années 1980, ont succédé des recherches plus intéressées aux logiques de l'action publique et de «réformes de l'État» dans les années 1990. Balayant parfois rapidement les réserves précédentes, elles prennent comme fait acquis ces entités politiques, et... leur «privatisation»²⁸. À partir de l'expérience tunisienne, M. Camau²⁹ a montré comment, de fait,

London 1994; N. AYUBI, *Over-stating the Arab State; Politics and society in the Middle East*, I.B. Tauris, London 1995.

²⁰ P. EVEN, D. RUESCHEMEYER, T. SKOCPOL, *Bringing the State Back In*, Cambridge University Press, Cambridge 1985.

²¹ B. JESSOP, *Bringing the State Back In (yet again): Reviews, Revisions, Rejections, and Redirections*, in «International Review of Sociology», vol. 11, n. 2, 2001, p. 52.

²² B. BADIE, *L'État importé. Occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris 1992.

²³ D. VANDEWALLE, *Libya since Independence: Oil and State building*, Cornell University Press, Ithaca 1998.

²⁴ F. BURGAT, *Le Yémen après le 11 septembre 2001: entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique*, in «Critique internationale», n. 32, 3, 2006, pp. 9-21

²⁵ T. MITCHELL, *Society, Economy and the State Effect*, in A. SHARMA, A. GUPTA (dir.), *Anthropology of the State: a Reader*, Malden/Blackwell, Oxford 2006, pp. 77-96.

²⁶ Pour une revue de la littérature, voire l'excellente thèse de J. MOUAWAD, *The Negotiated State. State Society Relations in Lebanon*, SOAS, Department of Politics and International Studies, London 2015.

²⁷ B. BADIE, *Les deux États, Pouvoirs et société en Occident et en terre d'Islam*, Fayard, Paris 1986.

²⁸ B. HIBOU (dir.), *La Privatisation des États*, Karthala, Paris 1999.

²⁹ M. CAMAU, État, espace public et développement. Le cas tunisien, in H. EL MALKI, J.C. SANTUCCI (dir.), *État et développement dans le monde arabe. Crises et mutations au Maghreb*, Éditions du CNRS, Paris 1990, p. 75.

les politiques de «développement» avaient pu se solder par une «clientélisation de la société»: à «l'État, c'est nous» de l'élite au pouvoir qui personnalise et s'approprie son action, sur un mode plus ou moins néo-patrimonial, et à l'étatisation de la société fait écho de la part des gouvernés un «l'État, c'est eux», c'est-à-dire un groupe particulier aux intérêts spécifiques, et aux actions prédatrices. Ce qui peut conduire par ailleurs à une confusion 'émique' autant qu'étique' entre l'État et le régime.

Il est évident que raisonner à l'échelle de la région n'a qu'un sens discutable et qu'il convient de considérer les trajectoires du politique dans leurs histoires variées. En particulier, comme le soulignent A. Bozzo et P.-J. Luizard dans l'introduction de ce volume, l'origine profondément coloniale ou non de la création des États considérés pèse sur les articulations entre les dynamiques sociales, l'institutionnalisation de juridictions étatiques et la construction de communautés imaginées – de nationalismes³⁰. À l'orée des années 2010 en Tunisie, au Maroc, en Égypte, en Turquie, en Jordanie, voire au Liban, mais peut-être aussi en Syrie ou en Irak (du moins, dans sa région kurde à partir de 1991), pouvait se défendre l'idée que trois décennies d'ajustement structurel et de «privatisation», avaient «à peine entamé l'omniprésence d'un appareil étatique qui s'est redéployé»³¹ si bien que les mutations des relations de leurs sociétés à l'État invitaient à des comparaisons avec des formes politiques ailleurs, y compris dans les dites «démocraties libérales»³². Ainsi, la question de l'articulation entre pouvoirs «locaux» et pouvoirs «centraux», repensée à la même époque par les historiens du tournant ottoman, mais aussi ceux qui s'engagent résolument dans la *micro-storia*³³, était saisie par les politistes. Ils se proposaient d'ouvrir la «boîte noire» de l'État, en examinant en particulier comment se recomposait «l'action publique» à l'échelle locale et dans des configurations d'acteurs complexes, que l'on ne peut limiter à la clique au pouvoir³⁴, des institutions aux logiques, voire aux pensées, qu'il s'agit de restituer et surtout de situer. Ré-historicisant ces perspectives qui eurent le mérite de s'intéresser à l'État en action, en montrant qu'il était loin d'être

³⁰ B. ANDERSON, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, London 1991.

³¹ É. PICARD, *Introduction*, in É. PICARD (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, A. Colin, Paris 2006, p. 26.

³² M. CAMAU et G. MASSARDIER (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Karthala, Paris 2009.

³³ I. GRANGAUD, *La Ville imprenable, Une histoire sociale de Constantine au XVIII^e siècle*, Éditions de l'EHESS, Paris 2002.

³⁴ A. SIGNOLES, *Réforme de l'État et transformation de l'action publique. Analyser par les politiques publiques*, in PICARD (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, cit., pp. 239-261.

la seule institution agissante, les travaux les plus récents en la matière, dans la région, et avant 2011, défendaient à l'aube de 2011 plutôt une lecture socialisée de la formation des États de la région³⁵, en s'inspirant notamment des travaux de J. Migdal³⁶ ou de T. Mitchell³⁷. Il s'agissait en particulier de réfuter la dichotomie État fort ou faible, sociétés faibles ou fortes, pour ramener «l'État sur terre» selon l'expression de J. Migdal reprise par J. Mouawad au sujet de l'État au Liban³⁸, et considérer, plutôt que son autonomie, l'État 'dans' sa société.

Le passé et le présent dans les «fractures identitaires»

Par rapport à ces débats et leur brûlante actualité, deux lectures différentes au moins sont désormais proposées, quant au poids de l'histoire sur les vicissitudes de l'État, dans un Moyen-Orient meurtri par les guerres syriennes et irakiennes, tantôt décrites comme «civiles» ou comme «communautaires», comme «révolutions» ou comme le fruit d'interventionnismes extérieurs; meurtris également par la «guerre civile froide» que connaît le Liban depuis 1991 ou encore par le calvaire de la société palestinienne, «orpheline d'État». Chose intéressante, alors même que le sentiment de représailles de l'Histoire s'associe à celui de «revanche des sociétés», que l'autorité et la fonctionnalité des États – mais surtout des régimes en place – s'effritent, ces lectures tendent à revenir aux approches «stato-centrées» et webériennes, délaissant les approches plus sociologisantes, interactionnistes et historicisées.

Comme l'indiquait A. Bozzo en introduction du colloque *Les printemps arabes quatre ans après: États et sociétés civiles face aux sociétés segmentaires*, certains peuvent d'abord y voir la «remontée en surface de segments» ignorés ou étouffés, transformés, mais non annihilés. Chassés de l'histoire par les autoritarismes arabes, contraints à la clandestinité (ce qui renforce le sentiment de groupe 'pour soi') ou oubliés (de potentiels groupes 'en soi'), ils y reviennent dans ces soulèvements ou à leur faveur pour renégocier, y compris par les armes, la nature des institutions politiques et leurs usages. Dans cette lecture cyclique de l'histoire, les approches primordialistes

³⁵ L. ANDERSON, *The State and Social Transformation in Libya and Tunisia. 1820-1980*, Princeton University Press, Princeton 2006.

³⁶ J. MIGDAL, *State in Society: Studying How State and Societies Transform and Constitute One Another*, Cambridge University Press, Cambridge 2001.

³⁷ MITCHELL, *Society, Economy and the State Effect*, cit.

³⁸ MOUAWAD, *The Negotiated State*, cit., p. 40.

s'opposent aux approches insistant sinon sur le renforcement du segmentarisme par les puissances coloniales puis par les régimes autoritaires³⁹, du moins sur les dimensions construites et non exclusives de ces regroupements. C'est ce qu'illustrent notamment les chapitres sur la Syrie de cet ouvrage (voir Taha, Méouchy et Pierret)⁴⁰, qui évoquent indirectement, mais de façon originale, le débat sur l'ethnicité et le nationalisme renouvelé par F. Barth⁴¹ puis E. Gellner⁴². L'ethnicité, les «communautés», en ce sens, sont des organisations sociales, produites notamment dans le cadre de la formation des États et diversement associées aux régimes, ce que discutait les différents chapitres du précédent ouvrage d'A. Bozzo et P.-J. Luizard⁴³. Quant aux nations, elles ne procèdent pas de l'ethnicité tout en lui étant hiérarchiquement supérieures car «dotées de la passion politique, de la volonté d'existence politique»⁴⁴, mais sont bel et bien les productions des nationalismes coloniaux puis, ici, des nationalismes syrien ou irakien pour prendre les exemples les plus frappants, mais encore de celui des minorités qu'évoque N. Méouchy. Comme le relevait B. Anderson, qui coupe plus encore le cordon ombilical entre l'ethnie et la nation, cette dernière s'inscrit finalement dans ces paradoxes: les nationalistes la considèrent comme ancienne, tandis que les historiens soulignent sa modernité; elle est universelle car chacun se réfère à l'une d'elle, mais chaque personne imagine la sienne⁴⁵, et devrait-on ajouter à l'observation des trajectoires syriennes ou irakiennes notamment, non sans une extrême violence au pluralisme social.

Ainsi, si ces lectures peuvent se retrouver sur l'idée de «réparation» de l'histoire (on mettra de côté l'idée d'une histoire qui hoquèterait une «crise d'Orient»), le tournant de 2011, si tournant il y a, exacerbe néanmoins la polarisation décrite par É. Picard sur le statut des «solidarités primaires» dans les sciences sociales et leur place dans l'histoire de la formation des

³⁹ D. HOROWITZ, *Ethnic Groups in Conflict*, University of California Press, Berkeley 1985.

⁴⁰ Voir aussi F. BURGAT, *Confessionnaliser pour régner. La stratégie de Bachar El-Assad, 2011-2015* (colloque 'Les printemps arabes quatre ans après: États et sociétés civiles face aux sociétés segmentaires'), Université RomaTre, 2015; F. BURGAT, *La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014)*, in A. BOZZO et P.-L. LUIZARD, *Polarisations politiques et confessionnelles*, RomaTrE-Press, Rome 2015, pp. 9-37.

⁴¹ F. BARTH, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, in PH. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENARD (dir.), *Théories de l'ethnicité*, PUF, Paris 1995 (1969¹), pp. 203-249.

⁴² E. GELLNER, *Nations and Nationalisms*, Basil Blackwell, Oxford 1983.

⁴³ BOZZO et LUIZARD (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles*, cit.

⁴⁴ M. WEBER, cité par J.F. GOSSIAUX, *Ethnie, ethnologie, ethnicité*, in «Ethnologie française», n. 3, 1997, p. 329.

⁴⁵ ANDERSON, *Imagined Communities*, cit.

États modernes de la région. Une polarisation «entre ceux qui critiquent le tribalisme et les liens primaires qualifiés d'archaïques et accusés de ruiner le politique – de façon plus subtile, ils les voient à la fois comme signe et comme conséquence de l'échec de l'État-nation au Moyen-Orient (Tibi, 1990); et ceux qui le considèrent comme le fondement authentique de la représentation et de la participation politique dans l'État moderne, si bien qu'ils voient dans son rejet la cause de l'échec de celui-ci (Harik, 1980)»⁴⁶.

Il s'agit bien en tout état de cause d'enraciner les «recompositions et effondrements des États»⁴⁷ que connaissent les sociétés de la région (pas toutes néanmoins) dans leur genèse même (leur «importation» cristallisée par le traité de Lausanne, à l'exception du Yémen), dans leur anthropologie et leur sociologie (la force des solidarités primaires, l'écrasement de catégories intermédiaires), et dans l'histoire qui leur est propre (un échec de la «greffe»⁴⁸ de ces États). Il s'agit aussi, me semble-t-il, de «reconstruire le passé pour mieux éclairer les choix du présent et de l'avenir»⁴⁹; de comprendre le poids du passé dans le présent et notamment comment le passé (ou plus exactement des histoires autres que celles de la formation problématique de l'État-nation) devient une catégorie d'action pour le présent: «les acteurs comme les institutions, étant dotés de mémoire, [ils] utilisent leur propre 'réservoir d'expérience'»⁵⁰.

Dans les sociétés du Proche-Orient et du Maghreb, le langage communautaire et segmentaire, mais encore les dialectes locaux⁵¹, ou, comme plus métaphoriquement, les langages musulmans qui enflamment ici et là les débats sur l'islam politique, gagnent clairement, encore⁵², en légitimité. Les polarisations politiques se font confessionnelles dans bien des cas, ou autour de «luttes acharnées opposant des mouvements à référents religieux

⁴⁶ É. PICARD, *Les Liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques*, in PICARD (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, cit., p. 56.

⁴⁷ H. BOZARSLAN, *Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, CNRS Éditions, Paris 2015, pp. 169-190.

⁴⁸ J.-F. BAYARD (dir.), *La greffe de l'État*, Karthala, Paris 1996.

⁴⁹ CH. TILLY, *Historical Analysis of Political Processes*, in J.H. TURNER (dir.), *Handbook of Sociological Theory*, Plenum, New York 2000, pp. 567-588.

⁵⁰ H. ROUSSO, *Introduction: le goût de l'indiscipline et de la curiosité*, in M. OFFERLÉ et H. ROUSSO (dir.), *La Fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, PUR, Rennes 2008, p. 20.

⁵¹ C. MILLER, F. SIINO et M. CATUSSE, *Les langues du politique. Le regard d'une sociolinguiste*, in «REMMM», 138, déc. 2015, <<https://remmm.revues.org/9263?lang=en>>, mis en ligne le 17 févr. 2016 (dernier accès le 01.05.2016).

⁵² Le constat n'est pas neuf, et n'est certainement pas épuisé par la problématique de la fin ou non de l'islam politique. Voir par exemple F. BURGAT, *L'islamisme à l'heure d'al-Qaïda: réislamisation, modernisation, radicalisations*, La Découverte, Paris 2005.

à des mouvements laïques ou laïcisants ou à l'armée»⁵³.

Cependant, d'une part, comme le montre l'exemple d'endurance du système (et de l'État) libanais longtemps présenté au contraire en contrepoint, le segmentarisme, le communautarisme ou l'ethnicité ne sont pas 'per se' les ennemis de l'État territorial, quand bien même les trajectoires observées dans le cadre de cet ouvrage peuvent aviver des clivages sur cette ligne de fracture, comme le décrit W. Macaron dans ce volume au sujet de Tripoli au Liban. C'est ce que souligne É. Picard au sujet du développement dans la région de «tribalismes dans l'État»⁵⁴, non pas comme une «anomalie»⁵⁵, mais comme un mode particulier de formation de l'État, qui «épouse les structures, l'ethos et les pratiques de l'ordre tribal et des réseaux de solidarité primordiale», à l'encontre de la représentation d'une antinomie État-tribu, construite par les théories de la modernisation mais aussi dans des stratégies politiques. Voire une forme de «tribalisme sans tribu», pour reprendre la belle expression de M. Hachemaoui en Algérie, c'est-à-dire un langage social, des représentations partagées⁵⁶. J. Waterbury avait d'ailleurs montré au Maroc comment le paradigme marocain *bled makhzen/bled siba* avait accompagné la légitimation de l'État moderne et la mise en place du régime monarchique moderne⁵⁷. Et dans le cas du Yémen, c'est aussi autour d'un «tribalisme d'État» que F. Mermier décrit la nature du régime mis en place à l'Unification de 1990: «moins comme l'expression d'une identité tribale que comme un mécanisme conjoncturel pour accéder, à travers la médiation de certains cheikhs, aux bénéfices du clientélisme d'État»⁵⁸, les élites tribales jouant, dans bien des cas, le rôle «d'intermédiaires entre les citoyens et l'État»⁵⁹ (le même constat pourrait être porté aux arènes du politique en Jordanie⁶⁰). «Élevés dans les ors de

⁵³ BOZZO et LUIZARD (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles*, cit., p. 5.

⁵⁴ PICARD, 2006, cit., p. 69.

⁵⁵ PH. KHOURY et J. KOSTINER (dir.), *Tribes and State Formation in the Middle East*, University of California Press, Berkeley 1990.

⁵⁶ M. HACHEMAOUI, *Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine*, Karthala IREMAM, Paris 2013.

⁵⁷ J. WATERBURY, *The Commander of the Faithful. The Moroccan Political Elite. A study of Segmented Politics*, Columbia University Press, New York 1970.

⁵⁸ F. MERMIER, *Yémen: les héritages d'une histoire morcelée*, in R. LEVEAU, F. MERMIER et U. STEINBACH (dir.), *Le Yémen contemporain*, Karthala, Paris 1999, p. 24.

⁵⁹ M. POIRIER, *Les recompositions de la scène politique yéménite*, in BONNEFOY, MERMIER et POIRIER (dir.), *Yémen*, cit., p. 33.

⁶⁰ R. BOCCO, *État et tribus bédouines en Jordanie, 1920-1990. Les Huwaytat: Territoire, changement économique, identité politique*, Thèse de doctorat en science politique, IEP, Paris 1995.

la République»⁶¹, les représentants de ces tribus, qui ont pu jouer le rôle de «roc» face aux velléités sudistes au Yémen⁶², connaissent elles-mêmes des transformations, voire une crise du leadership, intimement liées aux mutations du régime, auquel elles peuvent participer, y compris par une intégration dans l'appareil de l'État. Quant au cas des Kurdes aujourd'hui, abordé dans cet ouvrage notamment par H. Mède et J. Tejel, il amène de surcroît à considérer la résilience, tout comme les métamorphoses des structures tribales dans l'expression même de nationalismes modernes; ou encore la façon dont en Syrie ou en Irak, la formation des États s'est conduite dans des interactions, certes complexes mais réelles, avec la construction de mouvements kurdes. Pour rester dans une discussion des trajectoires évoquées dans cet ouvrage, j'ajouterais que si les langages du politique au Liban sont largement identitaires, c'est dans le cadre d'une compétition dont l'arène principale est précisément celle de l'État, un État «négocié» comme le suggère J. Mouawad⁶³.

En ce sens, les États, mais plus encore les régimes, de la région n'ont pas nécessairement «suscité les mécanismes d'une citoyenneté partagées»⁶⁴. C'est une litote. Ils ne les ont pas non plus toujours inhibés, ce qui peut être tout aussi intéressant à débusquer. Ainsi, les soulèvements de 2011, mais encore l'ensemble des mouvements sociaux, luttes, résistances discrètes qui animent les sociétés de la région depuis plusieurs décennies malgré le joug de l'autoritarisme⁶⁵, les divisions segmentaires et les inégalités sociales, attestent s'il en était besoin de citoyennetés actives, ordinaires ou extraordinaires. On perdrait à réduire à un statut octroyé par en haut, à une relation univoquement tournée vers l'État et à de faibles signaux de citoyenneté⁶⁶ devant d'autres modes d'expression politiques que seraient les solidarités primaires, par exemple et les fameuses «*asabiyyat*». Bien au contraire, ces modes d'appartenance et d'être en politique se combinent

⁶¹ L. BONNEFOY, *Les élites tribales et l'État*, in BONNEFOY, MERMIER et POIRIER (dir.), *Yémen*, cit., p. 146.

⁶² V. PLANEL, *Le réveil des Piémont: Tazé et la révolution yéménite*, in BONNEFOY, MERMIER et POIRIER (dir.), *Yémen*, cit., p. 134.

⁶³ MOUAWAD, *The Negotiated State*, cit.

⁶⁴ A. BOZZO et P.-J. LUIZARD, *Introduction*, in BOZZO et LUIZARD (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles*, cit., p. 7.

⁶⁵ Voir par exemple à dix ans d'intervalle: M. BENNANI-CHRAÏBI, O. FILLIEULE (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris 2003; A. BOZZO et P.-J. LUIZARD (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, Paris 2011; J. BEININ et F. VAIREL (dir.), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford University Press, Stanford 2011.

⁶⁶ E. ISIN, G. NILSEN, *Acts of Citizenship*, Zed Books, London 2008.

de façons multiples dans la revendication de droits dans les soulèvements, et expriment des subjectivités politiques, comme le montrent les historiens qui s'intéressent à la condition de citoyen, y compris dans des périodes antérieures au colonialisme⁶⁷.

D'autre part, l'un des pièges que pourrait tendre Daech, avec son appel à gommer les frontières de Sykes-Picot, serait de contribuer à euphémiser l'inscription des revendications des insurgés de 2011 dans des registres peu identitaires d'une part (qu'on se souvienne de la référence au «peuple» [*ash-shaab*]), peu anti-étatiques d'autre part. C'est la nature autoritaire des régimes (*an-nizam*), ses violences et la nature fondamentalement coercitive de son action – éventuellement au profil d'un clan familial, d'une communauté ou d'un groupe ethnique – qui furent mises en cause. Et les frontières ciselées par les grandes puissances au XX^e siècle ne sont pas contestées de tous, en témoignent les drapeaux nationaux flottant de places en places. En tout état de cause, le mouvement national palestinien, les revendications sécessionnistes du nationalisme sudiste au Yémen, pour prendre des exemples éloquentes soulignent, s'il en était besoin, à quel point la revendication d'État peut demeurer un enjeu majeur dans certaines sociétés de la région.

Dans le domaine de la recherche, après avoir été saisis par l'événement qui semblait faire disparaître l'Orient, pour reprendre l'expression d'O. Roy⁶⁸, face à l'universalisme et la modernité des revendications des insurgés, les catégories d'analyses se sont rapidement ré-orientalisées, et avec elles, l'atavisme non seulement des sociétés observées à la loupe, mais encore du monde des sciences sociales⁶⁹. Sous cet angle, le régime d'historicité⁷⁰ qui s'impose peut tour à tour être appréhendé comme l'actualisation dans l'expérience de passés et d'affaires non classés (mais alors, lesquels? Pourquoi précisément celui qui fut violenté par la genèse des États modernes de la région?); ou, à l'inverse, comme l'expression de modernités complexes, où des citoyennetés en effervescence revendiquent, le plus souvent à partir d'ancrages localisés et de représentations renouvelées du temps, des relations à géographie variable avec les entités et autorités politiques. En ce sens, l'exacerbation contemporaine d'un clivage sunnite/chiite gagne à être lue non pas comme l'expression naturelle

⁶⁷ S. BARGAOUI, S. CERUTTI, I. GRANGAUD (dir.), *Appartenances locales et propriété au Nord et au Sud de la Méditerranée*, IREMAM, Paris 2015.

⁶⁸ O. ROY, *En quête de l'Orient perdu*, entretien avec J.L. Schlegel, Seuil, Paris 2014.

⁶⁹ M. CATUSSE, F. SIINO et A. Signoles, *Révolutions arabes: un événement pour les sciences sociales?*, in «REMMM», n. 68, 2016, p. 16.

⁷⁰ F. HARTOG, *Régimes d'historicité: présentisme et expériences du temps*, Seuil, Paris 2003.

d'une confrontation primordialiste étouffée par le joug des autoritarismes et l'injonction à des formes de «coexistence» dans un espace «mosaïque» – un paradigme que déconstruit avec beaucoup de finesse G. Chatelard au sujet des tribus chrétiennes de Jordanie⁷¹ – et inégalitaire, mais comme la manifestation d'entreprises politiques de mobilisation et contre-mobilisation. «Les habits neufs du communautarisme»⁷² questionnent, y compris en matière d'histoire politique et sociale, les logiques relationnelles et situées de la constitution de groupes dans des frontières en perpétuelles redéfinitions, comme y invite l'anthropologie de F. Barth⁷³.

Ainsi, au Liban, on se réfère souvent aux conflits de 1860 pour construire la matrice d'une lecture communautariste des processus politiques: 1860 décrite comme le théâtre d'un conflit entre les chrétiens et les druzes du Mont Liban⁷⁴. La guerre de 1975 à 1991 a, quant à elle, pu être lue à l'aune d'une rivalité entre «chrétiens» et «musulmans» (au risque de certains raccourcis, au premier chef desquels celui des guerres qualifiées «d'interchrétiennes» par exemple, particulièrement meurtrières). Tandis qu'aujourd'hui, la lecture communautariste explique les crises successives du système politique libanais par l'antagonisme cardinal entre sunnites et chiïtes, les chrétiens étant eux-mêmes divisés dans les deux camps. Cet exemple pour illustrer le fait que loin d'être des atavismes culturels, ces antagonismes politiques évoluent et créent de nouvelles catégories. Les réalignements et déplacements des lignes de fracture gagnent évidemment à s'analyser dans leur histoire, et dans leur contexte local (plusieurs chercheurs insistent sur l'importance des solidarités de quartiers, voire du «*neighbourhood nationalism*»⁷⁵, face à la violence politique et à l'insécurité sociale). Ils engagent à jeter par-dessus bord toute conception substantialiste de ces groupes, considérant les ethnies, les communautés confessionnelles, voire les nations au nom desquelles on se bat dans la région, comme des entités sociales anciennes, stables (sans histoires?), résistantes et homogènes⁷⁶. Au contraire, ces discours de l'identité primordiale

⁷¹ G. CHATELARD, *Briser la mosaïque. Les tribus chrétiennes de Madaba, Jordanie, XIX^e-XX^e siècles*, CNRS Éditions, Paris 2004.

⁷² É. PICARD, *Les habits neufs du communautarisme libanais*, in «Cultures & Conflits», nn. 15-16, automne-hiver 1994, <<https://conflits.revues.org/515>> (dernier accès le 11.05.2016).

⁷³ BARTH, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, cit.

⁷⁴ D. DE CLERCK *et al.* (dir.), *1860. Histoires et mémoires d'un conflit*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth 2015.

⁷⁵ Par référence au texte de L. BACK, *New Ethnicities and Urban Culture: Racisms and Multiculture in Young Live*, UCL Press, London 1996.

⁷⁶ R. MAJED, *The Shifting Sands of Sectarianism in Lebanon*, in «Global Dialogue, Letter of the International Sociological Association», vol. 4, n. 4, dec. 2014.

contribuent à créer autant, sinon plus, qu'à traduire des antagonismes; ils sont le produit de situations (ici, les concurrences extrêmes autour de la conquête du pouvoir, face à des régimes fragilisés) et donc mus par des projets, plutôt que des rejets de l'histoire réitérant d'anciens griefs. On peut s'appuyer sur ici sur de nombreux travaux antérieurs dans la région, à l'instar de la déconstruction de l'image stigmatisante d'un croissant chiite homogène et inféodé à la république iranienne⁷⁷. Il est plus intéressant de s'efforcer de comprendre comment, par quels processus contemporains, les conflits politiques s'expriment en ces fractures identitaires dont l'énoncé se transforme et s'adapte, plus qu'il ne resurgit du passé.

L'État has-been?

Ainsi, «si la bonne sociologie prend au sérieux l'histoire»⁷⁸ en particulier pour comprendre comment les interactions sociales s'enchevêtrent dans le temps et dans l'espace, le recours à l'Histoire et à ses revanches, par les mouvements sociaux et contre-mouvements qui s'opposent aujourd'hui sur les scènes politiques du Moyen-Orient, nous engage avant tout à penser l'historicisation et la requalification de nos catégories de description, d'analyse et de compréhension des processus en cours.

Pour ce qui est de l'État – et en creux de l'État-nation –, les contributions au colloque de Rome et de cet ouvrage apportaient des éléments de réflexion stimulants: une thèse dominante, pour aller vite, serait celle des répliques du choc colonial et d'une greffe qui aurait mal pris, un sillon d'analyse creusé notamment à partir de la «question irakienne» par P.-J. Luizard⁷⁹, bien avant les tremblements de terre de ces dernières années. Les trajectoires évoquées dans l'ouvrage soulèvent plusieurs questions. Celles de l'Irak ou de la Syrie poussent à investiguer la problématique de l'État contre sa société, voire contre sa nation⁸⁰. Celle de la Libye, et son projet de société «sans État» ou d'État des masses (*Jamahiriyā*), suggère en miroir de penser l'État là-même où il serait voué à disparaître. Néanmoins, ici, c'est l'histoire qui l'emporte sur le politique, ou, pour être plus juste, sans verser dans une étimologie de la crise⁸¹, ce sont les conséquences de

⁷⁷ S. MERVIN (dir.), *Les Mondes chiites et l'Iran*, Karthala/IFPO, Paris 2007.

⁷⁸ TILLY, *Historical Analysis of Political Processes*, cit., p. 567.

⁷⁹ P.-J. LUIZARD, *La Question irakienne*, Fayard, Paris 2002.

⁸⁰ LUIZARD, *Le Piège Daech*, cit., p. 59.

⁸¹ M. DOBRY, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mutations multisectorielles*, Presses de Science Po, Paris 2009.

l'entreprise coloniale, plus que de la dérive autoritaire des régimes (perçue parfois comme une séquelle de la première), qui sont examinées: «ce long processus de délégitimation et de décomposition d'États dont la viabilité était largement viciée dès l'origine»⁸².

Ceci n'empêche pas d'entretenir un dialogue étroit avec la réflexion sur l'historicité de l'État, qui elle-même fait l'objet de nouvelles réflexions dans les sociétés où l'État-nation paraît débordé par les logiques de mondialisation, de constructions européennes, ou par l'épuisement du modèle d'État-providence d'une part, ébranlé par des mobilisations et revendications 'transnationales' ou particularistes d'autre part.

L'État *has-been*? S'il s'agit de reconsidérer l'État («*bringing the state back in*»), les sociétés du Proche-Orient proposent des postes d'observation passionnants des articulations État-société (et de leurs désarticulations), qui invitent à ne pas privilégier l'approche stato-centrée, focalisée sur l'autonomie et la nature exogène de l'État. Plutôt que d'en considérer la forme politique dépassée (*has-been*) ou inadaptée (et elle l'est à bien des égards), vouée au cimetière des objets politiques périmés, on observe plutôt de quoi ont été faites (*has been*) les relations État-Société et ce qu'elles deviennent. En somme, on analyse ce que ce siècle d'histoire de formation des États a lui-même produit dans la société au cours du siècle dernier, une perspective qui ne naturalise pas l'État, n'en fait pas plus la forme d'organisation politique par excellence, mais au contraire se propose d'en saisir de façon comparée les représentations, les figures, les histoires et systèmes d'action, dégagés de la «dynamique de l'Occident»⁸³ (ou du moins en s'interrogeant sur les possibilités de le faire).

Ainsi, revenir à l'histoire amène à reconsidérer les processus de formation de ces États, leurs «impensés», leurs «impasses» et leurs «absences» pour reprendre les titres de contributions à ce volume, mais aussi les endroits où la greffe a pu prendre, si l'on souhaite prolonger la métaphore. C'est, entre autres, dans cet ouvrage, l'intérêt des travaux d'A. Quesnay dans la région du Kurdistan irakien, qui analyse la façon dont l'État reste non seulement une double référence centrale, après le départ américain de 2011 (la perspective d'un État kurde comme l'évocation de l'État irakien, aussi fragile soit-il), mais encore un espace politique à l'état de reconquête et d'intenses concurrences entre groupes en compétition, et non un «acteur» univoque au prise avec sa société. Les mêmes prémisses sont partagées par la thèse récente sur l'État libanais de J. Mouawad, mentionnée plus haut. Dans

⁸² LUIZARD, *Le Piège Daech*, cit., p. 58.

⁸³ N. ELIAS, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Levy, Paris 1975 (1939).

«*the House of Many Mansions*» pour reprendre l'expression utilisée en plein cœur du conflit «civil» par l'historien K. Salibi⁸⁴, l'absence d'État déplorée de façon réitérative, voire nostalgique, ne doit pas faire écran à la nature d'une institutionnalisation de l'«État libanais» et à sa performativité, sa capacité à surmonter jusqu'à présent les conflits, à structurer un partage des pouvoirs dans ce que Mouawad appelle un «*shadow state*» particulièrement efficace. Non pas un État dans l'État, mais un système de leadership, de clientèles, d'accumulation intimement enchâssé dans les structures de l'État. Des conclusions partagées dans le cas de la société yéménite, où l'empreinte laissée par les deux États, celui du Nord et celui du Sud, donnent à comprendre comment les institutions sociales et politiques peuvent résister au changement, ou expliquer comment évoluent les arènes du politique après la réunification de 1990.

Cette sociologie de l'État, y compris d'un État représenté par ses défauts dans tous les sens du terme, absent, attendu ou décrit comme en déliquescence, souligne à quel point, dans la région, l'État (*dawla*) reste un objet de narration et de positionnement ou de jeux d'alliance. Le chapitre de N. Dot-Pouillard sur les frontières politiques dessinées par les partis «transrégionaux» issus du mouvement socialiste ou arabiste est à cet égard éclairant. Elle met également plus l'accent sur des continuités que sur des changements majeurs de paradigmes. Bien évidemment, des zones et moment d'observations, tels que ceux du déploiement spectaculaire de Daech, qui emprunte d'ailleurs et encore la métaphore de l'État, menace l'ordre étatique régional. Cependant, les chapitres sur l'Irak d'A. Quesnay ou de H. Mède, sur la Libye par M. Ouannès, sur le Liban frontalier de la Syrie par L. Trombetta ou sur la politique des camps de réfugiés dans la Libye post-Kadhafi par A. Morone décrivent des États en action, pour ainsi dire, y compris dans ces zones limites: au nom de l'État, s'y exerce une fiscalité, sont payés des fonctionnaires (ou pas), sont engagées des forces armées, est gérée partiellement la circulation des populations, et... est dépecé le butin de guerre, par l'intermédiaire de l'action de milices, sont certaines s'intègrent dans l'État.

Un autre point de continuité discuté dans cet ouvrage concerne la question des compromis sur lequel se formeraient et se reformeraient les États en soulignant les inégalités et la violence qu'ils ont produites, usant de la force (*warfare state*) plus que de la redistribution (*welfare state*) dans bien des cas. À l'intervention coloniale s'ajoutent les entreprises croisées

⁸⁴ K. SALIBI, *A House of Many Mansions. The History of Lebanon Reconsidered*, I.B. Tauris, London 1988.

de mobilisation, y compris par l'idéologie, qui ont dessiné des identités de façon interactive, à la faveur de passages au politique, sur des mécanismes à la fois inscrits dans des sociabilités localisées et des systèmes de protection renouvelés en contexte de fortes insécurités politiques et sociales⁸⁵. Les travaux récents sur le militantisme dans des organisations telles que le Hezbollah libanais⁸⁶ par exemple, décrit, à tort à mon sens, comme un «État dans l'État», montrent l'importance de la socialisation politique, qui combine des grammaires identitaires (la revanche des «chiïtes» dans un système politique qui les a marginalisés), politiques (la mise en place d'une société de «résistance» dont la définition se redéfinit sans cesse). En somme, c'est moins l'étouffement d'une société «civile» face à une société segmentée en l'absence d'État, que décrivent ces travaux, que la rencontre de rapports de force tout contemporains, inédits parfois, avec des processus politiques plus longs, sans nécessairement que les uns écrasent les autres.

En conclusion, comme l'indique l'introduction de cet ouvrage, de vieilles nations de la région, façonnées par des mouvements nationaux antérieurs même à la période coloniale dans le cadre de l'Empire ottoman pour certains, travaillées par des aspirations polyethniques et la redéfinition de frontières, pour faire un dernier clin d'œil au travail de F. Barth, semblent prendre aujourd'hui, dans le Kurdistan, en Libye, aux confins de la Syrie et de l'Irak, une revanche sur les États modernes, incarnés par les autorités de régimes autocratiques et prédateurs. Il me semble néanmoins que les études dans la longue durée ou sur des périodes plus contemporaines de ce volume rendent compte de processus où la question de l'État est loin d'être refermée. Non pas qu'elle sature le débat public, ni même qu'il n'y ait d'autre échappatoire aux crises profondes et violentes que connaissent ces sociétés que l'État. Au Proche-Orient comme ailleurs, les arènes du politiques ne s'arrêtent pas à celles de l'État, tant en matière d'action publique, incluant les activités réputées régaliennes que sont celles de la sécurité et de l'usage des armes, de la taxation ou de l'émission de monnaie (on pense à l'euro mais encore à l'usage du dollar au Moyen-Orient par exemple), ou de la justice (qui peut être coutumière

⁸⁵ Voir notamment les travaux de M. Seurat à Tripoli du Liban et la lecture contemporaine qu'en propose W. Macaron dans ce volume.

⁸⁶ C. CALABRESE, *Militer au Hezbollah dans la banlieue Sud de Beyrouth*, Karthala/Ifpo, Paris 2016; A. DAHER, *Hezbollah. Mobilisation and Power*, Hurst&Co./Oxford University Press, London/New York 2015.

ou internationale) par exemple, qu'en matière de compétitions politiques.

C'est pourquoi les études rassemblées dans cet ouvrage me paraissent plaider pour un retour à l'histoire certes, mais à l'histoire buissonnière pour ainsi dire. Une histoire des catégories employées pour décrire la réalité sociale et les représentations, lignes de clivages, enjeux tangibles qu'elles peuvent receler: «l'État» bien sûr, qui reste enraciné dans les langages émiqes, plus fragilisé en revanche en matière d'analyse de sciences sociales; la «nation», aux articulations loin d'être univoques avec une représentation segmentée des sociétés; le «peuple» au nom duquel furent revendiqués des droits, ou appelée la chute des régimes; la «société», à laquelle on accole ou non le qualificatif de «civile». Mais il me semble que c'est surtout une histoire par en bas et soucieuse des «petits» acteurs qui est ici convoquée, y compris pour éclairer des processus géopolitique à l'échelle régionale et mondiale, parce qu'elle est une façon stimulante et libérée d'un carcan trop normatif, de penser les transformations du politique. C'est en effet certainement l'une des leçons des soulèvements récents que celle de la nécessaire prise en compte des langages multiples du politique, et leurs reformulations, de la façon dont se cimentent ou s'effritent des solidarités dans des systèmes d'interaction violentés par le politique, celui des régimes – et de leurs alliés – et celui de challengers qui ensemble contribuent à écraser les formes multiples que peuvent prendre, dans la région comme ailleurs, les actes de citoyenneté.

Le 11 mai 2016

